

# GARDP et le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français signent une déclaration d'intention pour lutter contre la résistance aux antibiotiques

Centre de la Presse

---

15 Avril 2021

GENÈVE – Le Partenariat mondial sur la recherche et le développement en matière d'antibiotiques (GARDP) et le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français ont signé une déclaration d'intention afin d'explorer les opportunités de collaboration et de renforcer les activités contre la résistance aux antibiotiques.

La déclaration d'intention se concentre sur la lutte contre l'antibiorésistance en France, en Europe, dans les pays francophones et au niveau mondial. Cette coopération pourra inclure notamment le partage d'information et de bonnes pratiques, des travaux de recherche pour soutenir le développement et l'accès aux traitements et aux diagnostics.

« La France a joué un rôle de premier plan dans le développement du Plan d'action de l'UE fondé sur le principe « Une seule santé » pour combattre la résistance aux antimicrobiens, incluant résistance aux antibiotiques. Cette déclaration d'intention est une opportunité importante de collaboration avec le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français pour lutter contre ce problème majeur de santé publique mondiale. Cette collaboration se concentrera sur la mise en œuvre d'activités afin de garantir un accès vital à des antibiotiques à toutes les personnes le nécessitant » a indiqué Dr. Manica Balasegaram, Directeur Exécutif de GARDP.

La Stratégie de la France en santé mondiale identifie la résistance aux antimicrobiens, et tout particulièrement l'antibiorésistance, parmi les enjeux prioritaires de santé publique nécessitant de renforcer les efforts de recherche et de développer de nouveaux modes d'intervention, qui doivent être rapides et coordonnés. D'après cette stratégie : « Tout retard peut se traduire par une évolution catastrophique des crises sanitaires ».

GARDP est une organisation de recherche et de développement à but non lucratif travaillant pour l'accès à des traitements antibiotiques efficaces et abordables à toute personne le nécessitant où qu'elle soit. La France, contributeur majeur aux priorités multilatérales de santé publique, est très engagée dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens ainsi que dans la lutte contre le VIH, la tuberculose, le paludisme et la mise en œuvre de la couverture santé universelle.

## À propos du GARDP

Le Partenariat mondial sur la recherche et le développement en matière d'antibiotiques (GARDP) est une organisation suisse sans but lucratif qui s'attache à la mise au point de nouveaux traitements contre les infections résistantes aux antibiotiques qui constituent la plus grande menace pour la santé. GARDP a été fondé en 2016 par l'Organisation mondiale

de la Santé (OMS) et l'initiative Médicaments contre les maladies négligées (DNDi) pour veiller à ce que toute personne nécessitant des antibiotiques bénéficie d'un traitement efficace à un coût abordable. Nous aspirons à mettre au point cinq nouveaux traitements contre les infections résistantes aux antibiotiques d'ici 2025. GARDP est financé par les gouvernements de l'Allemagne, du Japon, du Luxembourg, de Monaco, des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud, de la Suisse et du Royaume-Uni, ainsi que par Médecins Sans Frontières et diverses fondations privées. GARDP est enregistré sous la dénomination légale GARDP Foundation. [www.gardp.org](http://www.gardp.org)

### **Concernant le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français**

Le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français met en œuvre la politique de développement international française qui comprend les objectifs globaux suivants : la lutte contre la pauvreté, la mise en œuvre des objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur le climat et protection des biens communs mondiaux. La politique de développement international française est définie par 5 thématiques prioritaires pour lutter contre les facteurs d'inégalités dans le monde: la stabilité internationale ; l'éducation ; le climat ; l'égalité entre les femmes et les hommes ; la santé. La France se classe au cinquième rang des bailleurs du CAD de l'OCDE en volume. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>